

print

Mali : ingérence humanitaire ou nouveau Sahelistan ? (Première partie)

De [Ali El Hadj Tahar](#)

Global Research, février 08, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/mali-ingerence-humanitaire-ou-nouveau-sahelistan-13/5322275>

La crise malienne est-elle en train d'être réglée ou bien va-t-elle perdurer ? Quelles sont ses origines ? Quels sont les acteurs de l'ombre et à qui obéissent les prétendus groupes «islamistes » et «séparatistes» qui s'apparentent beaucoup plus à des mercenaires qu'à des rebelles de conviction et de principes, aussi faux et archaïques soient-ils ? Pourquoi l'Azawad est un mensonge, une mystification et surtout une construction coloniale ? Comment a fonctionné le scénario qui a permis à ces mercenaires de s'installer au Mali ? Avec quels moyens et soutiens ? Pourquoi le Mali ne pouvait pas se défendre ? Comment il en a été empêché avant et après un mystérieux coup d'Etat ? Dans ce conflit, l'Algérie a-t-elle été à la hauteur pour défendre ses intérêts et sa profondeur stratégique ? Un Sahelistan est-il possible et quels ingrédients lui faut-il ? Lorsque le terrorisme est utilisé comme outil de politique étrangère par des Etats, cela s'appelle guerre par procuration. Cette guerre a aussi été livrée à l'Algérie, sur le sol algérien, à In Aménas... Des réponses et des tentatives d'approche sur une crise face à laquelle l'Algérie ne peut se contenter de fermer ses frontières pour se croire à l'abri.

Personne ne s'intéresse au Mali, mais lorsqu'on y découvre du pétrole tout le monde arrive... Les «Printemps arabes» sont le déclencheur d'une stratégie globale de restructuration de la planète, et ces pseudo-révolutions concoctées entre Washington et la base d'El Oudeïd, au Qatar, en coordination avec des services arabes, s'inscrivent dans un plan dont la crise malienne fait partie. Il s'agit d'un même programme, ce fameux Grand Moyen-Orient (GMO) révélé par George Bush après «l'attentat» du 11 septembre 2011, et qui vise à chambouler les frontières héritées du partage de Sykes-Picot pour des considérations économiques et géostratégiques au profit de l'Occident. Lorsqu'on parle de stratégie impérialiste de cette envergure, on prête parfois à rire et ceux qui en rient ignorent que la Nasa, qui dépend de la Maison-Blanche, planifie des programmes spatiaux qui n'auront lieu que dans 20 ans mais sur lesquels des dizaines d'entreprises et de savants travaillent déjà. Ce sont les politiques qui permettent à ces programmes de se faire, et ils sont aussi capables de réfléchir sur le long terme aux ressources nécessaires à leur exécution et au maintien du niveau de vie des Américains, ce paramètre fondamental de la politique extérieure américaine. Le think tank qui a imposé les projets militaires de George Bush (guerres d'Afghanistan et d'Irak) s'appelle «Projet pour un nouveau siècle américain» et comprend de nombreux décideurs, chercheurs, théoriciens et chefs d'entreprise dont Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Armitage et Dick Cheney... Le remodelage du monde musulman est une idée ancienne qui a pris forme juste après la fin du bloc communiste, l'Amérique voulant immédiatement rentabiliser à son avantage la conjoncture favorable de l'ordre unipolaire à peine naissant. En effet, le 11 septembre 1990, à la veille de l'attaque contre l'Irak, le président George H. W. Bush a révélé les grandes lignes du nouveau projet impérialiste américain : «Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le Golfe persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s'orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile,

notre cinquième objectif, un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix.» Quelques mois après, il envahira l'Irak, rendant effectif ce qu'on appellera le Nouvel ordre mondial (NOM). Son fils, George W. Bush, celui qui présidait aux destinées des USA lors de «l'attentat» du 11 septembre 2001, a dit : «La lutte contre le terrorisme a commencé et elle va durer longtemps. (...) C'est la première guerre du XXI^e siècle.» Il n'a d'ailleurs pas dit la guerre, mais la «première guerre», laissant entendre qu'il y en aurait d'autres. Cela montre que l'invasion de l'Afghanistan (novembre 2001) et celle de l'Irak (20 mars 2003) étaient déjà planifiées, sous de faux prétextes : l'une pour «l'élimination» ou «l'arrestation» de Ben Laden, et l'autre pour détruire les «armes de destruction massive» de Saddam Hussein. Bush junior affine donc le concept du NOM, qui deviendra le Grand Moyen- Orient (GMO), dont la stratégie et les desseins sont identiques et visent la colonisation permanente ou momentanée de certains pays musulmans et arabes, et/ou la refondation de leurs frontières pour piller leurs richesses et les empêcher d'avancer sur tous les plans. D'ailleurs, douze ans après l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, au lieu d'éliminer Al-Qaïda, l'intervention étatsunienne en a fait un fléau international et mis ces pays sur les genoux. Obama sera le continuateur de cette politique militaire dépensière imposée par le complexe militaro-industriel aux républicains comme aux démocrates.

Les desseins impérialistes de l'Occident

C'est Obama – pas George Bush – qui dira en juin 2010, à quelques mois des «Printemps arabes» : «Dans ce monde incertain, le temps est venu pour un nouveau commencement, une nouvelle aube de leadership américain.» Et d'ajouter : «Notre puissance économique doit soutenir notre force militaire, notre influence diplomatique et notre leadership mondial. Voilà pourquoi je construirai une armée du XXI^e siècle et un partenariat aussi puissant que l'alliance anticomuniste qui a remporté la guerre froide, afin que nous demeurions partout à l'offensive, de Djibouti à Kandahar.» Cette «armée du XXI^e siècle » vise donc clairement le monde musulman, car il cite deux villes musulmanes, ce qui inscrit donc son programme belliqueux dans le GMO. Par «partenariat aussi puissant que l'alliance anticomuniste», il entend une alliance stratégique et fondamentale avec des Etats-valets comme le Qatar, l'Arabie Saoudite et les nouveaux gouvernements issus des «Printemps arabes» qui s'acharnent déjà à détruire d'autres peuples arabes et à écraser le dernier des raïs digne de ce nom. Ce partenariat est en action, de manière foudroyante : plusieurs présidents déchus en l'espace d'une année, plusieurs crises nouvelles dans le monde arabe et, pour finir, un Sahelistan qui prend forme dans plusieurs régions, à nos frontières. Jamais le monde musulman n'a vécu des crises aussi graves et destructrices, autant de divisions et de partitions. L'invasion du Nord-Mali et l'attentat d'In Amenas s'inscrivent dans cette logique bien ficelée jusqu'au dernier détail. Notre propos vise à prouver qu'au Mali il ne s'agit pas de terrorisme mais de terrorisme d'Etat, les mercenaires employés pour ce dessein ne sont que des tentacules d'une même pieuvre, qu'ils prétendent agir au nom de l'Islam ou au nom de l'Azawad. La crise malienne s'inscrit dans une vision géostratégique impérialiste avec une aire géographique précise qui cadre avec la théorie huntingtonienne du «Clash des civilisations» et dont le but est la mainmise sur des ressources, l'extension et la domination mais aussi l'octroi de budgets faramineux aux entreprises du complexe militaro-industriel, entre autres. Cet impérialisme et ce bellicisme américains – en contradiction avec la Constitution du pays – est induit par un budget immense consacré à la défense, un budget par essence belliciste, qui ne s'explique que par une volonté de guerre permanente. Lorsqu'on sait que 70% de ce budget va aux entreprises privées, on comprend qui commande en Amérique et qui commande

les guerres menées par l'Amérique, «au nom de la justice» et même «au nom du Christ» comme l'a prétendu George Bush junior. Notre étude sur le Mali n'apparente pas le terrorisme et l'islamisme qui le soutient à une idéologie mais à un mercenariat de groupes qui travaillent pour des forces étrangères. Dès lors qu'il tue et terrorise et viserait à instaurer une dictature fasciste, «l'islamisme» n'est donc pas une idéologie mais un crime, pour paraphraser Bertolt Brecht qui disait que «le nazisme n'est pas une idéologie mais un crime». Elle s'articule sur des faits, mais aussi sur les données avancées dans de nombreux livres et études sur le terrorisme, essentiellement d'auteurs progressistes américains. C'est en partant du point de vue – démontré par plusieurs auteurs et que nous alimenterons par notre analyse – que le terrorisme dit «islamiste» est, premièrement, une fabrication américaine qui ne sert que les intérêts occidentaux, avec le soutien et la bénédiction de supplétifs et, deuxièmement, que l'alliance qui a permis de faire sortir les Russes d'Afghanistan et de détruire le bloc communiste est non seulement en vigueur mais plus solide et puissante que jamais. Aujourd'hui, cette stratégie ne vise plus un seul pays mais plusieurs à la fois, depuis que les «Printemps arabes» ont enclenché le passage de ce plan impérialiste à une vitesse supérieure.

La misère de la zone franc

Au-delà de la présente phrase, nous n'emploierons qu'entre guillemets et très rarement les termes fallacieux de «terrorisme islamiste», de «djihadistes », d'«islamistes» ou «d'islamisme» car cette terminologie et sa propagation relèvent de la stratégie qui nourrit les fléaux qu'ils couvrent : tous ces termes sont inadéquats car il ne s'agit pas de combattants au nom de l'Islam ni même d'un Islam pervers mais de mercenaires sans principes, sans attaches ni programme ni but. Ils ne servent pas leurs intérêts propres mais ceux de l'Occident, de manière consciente et préméditée. Ces mercenaires sont les harkis des temps modernes, et comme les harkis n'ont pas d'idéologie, les terroristes se prétendant de l'Islam n'en ont pas. Aucun musulman et aucun savant musulman ne peut ignorer que «vouloir créer un Etat musulman, c'est sacrifier le pouvoir», comme le résume le mufti de la république syrienne, cheikh Badr El-Dine Hassoun qui considère que l'Etat en terre d'Islam ne peut être que laïc et séculier pour que des hommes ne monopolisent pas les Choses d'Allah, qui sont censées appartenir à tous. Et ce, ajoute un autre imam syrien, Mohamed Saïd Ramadan Al-Bouti, pour que le savant musulman et la théologie musulmane ne soient pas prisonniers de potentats se prétendant de l'Islam comme l'ont montré les dictatures saoudiennes et celles des rois Hassan II du Maroc et Hussein de Jordanie... La dette malienne s'élevait à 3,19 milliards de dollars en 2012, ce qui est énorme pour un pays qui ne vit que de la vente du coton, d'élevage et d'agriculture. Comment satisfaire les besoins d'une population de 14 millions d'habitants avec un budget de l'Etat de 150 millions d'euros (année 2012), soit à peine la moitié du budget du ministère algérien de la Culture ? La France détient 25% de cette dette et le Qatar, 4%. Les créanciers refusent de passer l'éponge, ce qui oblige le Mali à accepter, en 1992, un plan d'ajustement structurel (libéralisation des prix, ouverture du marché, vente des terres agricoles aux Français) qui, au lieu de relancer la croissance, a rendu le pays plus vulnérable et dépendant de l'extérieur, avec un appauvrissement plus grand. 72,8% des Maliens vivent avec moins d'un dollar par jour. La misère ne fait que grandir mais les créanciers restent de glace. Pis : le 11 janvier 1994, la France décide de dévaluer le franc CFA de 50% par rapport au franc français, car le Mali fait partie de la zone franc comme quatorze autres Etats africains et des îles du Pacifique. Cette dévaluation met le peuple malien à genoux : la descente aux enfers peut commencer, et le plan se resserrer. Heureusement, Kadhafi offre des milliers d'emplois aux Maliens, y compris au sein de son armée. Mais lorsqu'il

propose au Mali et à d'autres pays de sortir de la zone franc pour préparer la création d'une nouvelle monnaie africaine, de gros problèmes commencent pour les Maliens et Libyens. Les problèmes maliens sont aussi liés au refus du président Amadou Toumani Touré (ATT) d'offrir à la France une base militaire au Mali, base destinée à contrecarrer l'influence libyenne, chinoise, russe et américaine dans sa zone d'influence historique. Les militaires français ont été chassés du Sénégal et doivent bientôt déguerpir du Tchad : la crise malienne va-t-elle empêcher cela et servir à renforcer le prestige d'une France-civilisée-libératrice-des-nationsdu-terrorisme-barbare ? La «menace» terroriste marche à tous les coups, y a qu'à voir l'augmentation exponentielle des ventes d'armes à travers le monde et la prolifération de bases militaires américaines. ATT aurait aussi voulu écarter la France (Total) de l'exploitation des gisements de pétrole qui ont récemment été découverts... au Nord-Mali, au sud de la wilaya algérienne d'Adrar. Le pétrole est dans le ventre de la terre mais par-dessus, c'est la misère. Le remboursement de la dette et l'ajustement structurel imposé par le FMI ont mis le Mali à genoux : il n'avait même pas de quoi acheter des munitions pour ses soldats : c'est ce qu'a dit le président ATT ! D'ailleurs, déjà en 2010, selon un câble de Wikileaks(1), le brigadier général marocain Abdellah Hamdoun, directeur de l'Intelligence marocaine, informait les Etats-Unis que le Mali manquait de moyens pour contrer Aqmi...

Ali El Hadj Tahar

1. <http://wikileaks.org/cable/2010/01/10RABAT5.html>

à suivre...

Publié sur [Le Soir d'Algérie](#)

Copyright © 2013 Global Research